

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 632 DU 14 ET 15 AOÛT 2012

1801/2012 : 211^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« A lutter avec les mêmes armes que ton ennemi, tu deviendras comme lui. »

NIETZSCHE

Suivez Nous sur }
facebook



À LA UNE

100 JOURS DE HOLLANDE ET RIEN POUR LA GUADELOUPE

Cela fait cent jours que François Hollande a été élu président de la République française . Il a fait finalement beaucoup de choses. On peut classer les mesures en trois catégories.

D'abord, le symbolique, avec le recrutement de 1.000 enseignants (5 en Guadeloupe), la hausse de l'allocation de rentrée scolaire, le plafonnement du salaire des dirigeants dans les entreprises publiques et la baisse de la rémunération des membres de l'exécutif .

Ensuite, le détricotage anti-Sarkozy, avec la fin des exonérations pour les heures supplémentaires, l'arrêt de la révision générale des politiques publiques ou le rétablissement de la retraite à 60 ans pour certains salariés.

Enfin les nouvelles pistes avec la conférence sociale où il n'y avait pas d'organisations syndicales guadeloupéennes , l'encadrement des loyers(une partie de la Guadeloupe) , l'accent nouveau mis sur la croissance en Europe et l'alourdissement des impôts ciblant les entreprises et les particuliers aisés.

Avec un tel foisonnement, pas facile de porter un jugement d'ensemble. D'abord, il s'agit de beaucoup de petites mesures. Ensuite, il ne s'en dégage aucune idée générale, aucune ligne stratégique. On cherche toujours le fil rouge de son action. Pour l'instant, en économie, il n'y a pas de hollandisme. Il n'est d'ailleurs pas très sûr qu'il existe en politique. Une ligne fédératrice apparaît en filigrane : l'idée que l'État sait mieux que les acteurs privés ce qu'il convient de faire en économie. C'est vrai sur les loyers, sur les licenciements, sur le salaire des patrons, et avec l'idée que pour équilibrer les comptes, il vaut mieux augmenter les impôts que baisser les dépenses publiques. Mais ce n'est la volonté politique de François Hollande qui s'exprime là. Il s'agit sans doute plutôt du vieil inconscient socialiste qui ressort, un inconscient qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité d'aujourd'hui. Ce premier bilan économique n'indique donc pas vraiment la suite.

Pour la Guadeloupe qui se meurt lentement, on a eu droit qu'à l'intervention de VICTORIN LUREL le ministre français des colonies sur la lutte contre la vie chère. En clair les colonies seront gérées à partir de la

politique appliquée au centre du système colonial français . Les pouvoirs publics veulent simplement relancer le supermarché Guadeloupe qui tanguent dangereusement , malmené par ses déséquilibres et qui met de coté les plus démunis, ceux qui sont les éternels abonnés de l'aide sociale . Dans le domaine du pouvoir qui échappe totalement aux nationaux guadeloupéens , rien de nouveau , la décentralisation sera l'objectif .Il est curieux à cet égard que certains qui se disent souverainistes et nationalistes puissent rechercher dans les déclarations des socialistes et de leur chef une quelconque évolution idéologique . Et puis dans les colonies la volonté de supprimer sans lois formelles le cumul des mandats ne va pas bien loin .VICTORIN LUREL le ministre français des colonies n'a pas démissionné comme conseiller régional ce qui est contraire aux principes constitutionnels de la république qu'il adore .

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

ÉCONOMIE , SOCIAL , SANTÉ

LA DÉGRADATION DE NOTRE ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE PERSISTE VOIRE S' AGGRAVE

Sans surprise, la zone euro a vu son activité se contracter légèrement au deuxième trimestre et se rapprocher de la récession, qu'elle a évitée de justesse depuis le début de la crise de la dette. Selon une première estimation publiée mardi 14 août par l'office européen de statistiques Eurostat, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre, après avoir stagné au trimestre précédent. En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB a enregistré une baisse de 0,4 % dans la zone euro. Ces chiffres sont conformes aux attentes des analystes mais révèlent toutefois des grandes disparités entre pays, certains s'enfonçant dans la récession comme l'Espagne (- 0,4 % au deuxième trimestre), l'Italie (- 0,7 %) et Chypre (- 0,8 %), tandis que d'autres se montrent résistants, comme l'Allemagne, dont l'économie a crû de 0,3 % au deuxième trimestre et ce, malgré un léger ralentissement. Du côté des points négatifs, l'économie s'est fortement contractée en Belgique (- 0,6 % au deuxième trimestre) et en

Finlande (- 1 %), deux pays qui s'étaient jusqu'ici montré résistants – preuve que la crise de la dette continue de s'étendre au sein des 17 pays de la zone euro. Et la situation ne devrait guère s'améliorer si l'on en croit les analystes, qui s'attendent tous à un nouveau recul du PIB au troisième trimestre, autour de 0,3 %, ce qui signerait officiellement l'entrée de la zone euro en récession. Pour l'union monétaire, il s'agirait du deuxième épisode de récession – caractérisée par une contraction du PIB pendant deux trimestres consécutifs – en trois ans, après un retour à la croissance au troisième trimestre 2009. La zone euro l'a jusqu'ici évitée de justesse car elle avait enregistré un recul de son PIB au quatrième trimestre (- 0,3 %) mais avait ensuite vu son activité stagner au premier trimestre 2012. Enfin, concernant l'ensemble de l'Union européenne, le PIB s'est replié de 0,2 % au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période un an plus tôt. La zone euro et l'Union européenne restent ainsi à la traîne : au deuxième trimestre, le PIB des États-Unis a progressé de 0,4 % (après + 0,5 % au premier trimestre). Quant au Japon, son PIB a augmenté de 0,3 % (après + 1,3 %).

La croissance a été nulle en France au deuxième trimestre 2012 par rapport au précédent, a annoncé ce mardi 14 août l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans une première estimation pour la période. L'économie française évite donc de justesse de faire un premier pas vers la récession, comme le prédisait la Banque de France. Il s'agit néanmoins du troisième trimestre consécutif de stagnation, selon l'Insee qui a en effet revu en baisse ses chiffres du dernier trimestre 2011 (0% au lieu de 0,1%). Ces données du printemps étaient très attendues pour savoir si la prévision officielle pour 2012 pourra être respectée. Peu après l'élection de François Hollande à l'Élysée, l'exécutif a déjà dû la ramener de 0,7% à 0,3%. Ces chiffres "ne sont pas excellents", a reconnu Pierre Moscovici ce matin sur Europe 1. "En même temps, ce que je constate, c'est qu'en effet la France n'est pas en récession" contrairement à "la plupart de ses partenaires", a-t-il ajouté, citant l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni. "Nous ne sommes pas à l'abri de ça", a-t-il toutefois également mis en garde. "Pour ce qui est de 2013, soyons clairs, il y a une prévision aujourd'hui qui est de 1,2%, elle n'est pas de 0%, ce qui suppose que nous travaillons durement au retour de la croissance", a ensuite ajouté Pierre Moscovici. Malgré cette performance mitigée au deuxième trimestre, le ministre de l'économie et des Finances a maintenu l'objectif gouvernemental de progression de l'activité de 0,3% pour 2012. Cet objectif semble en effet réalisable. L'acquis de croissance, c'est-à-dire le résultat d'ores et déjà obtenu pour l'année si le PIB devait continuer à stagner jusqu'en décembre, est en effet de 0,2%, et l'Insee prédit un léger rebond au second semestre. Au printemps, les dépenses de consommation des ménages ont reculé légèrement (-0,2% après +0,2% au trimestre précédent), tandis que l'investissement global a rebondi

(+0,6% après -0,8%). La demande intérieure finale hors stocks a donc, faiblement, contribué à la croissance, mais ses effets ont été effacés par un mauvais solde extérieur, plombé par des importations en nette accélération (+1,8% après +0,6%) et des exportations encore peu dynamiques (+0,2% après +0,1%). La France n'est donc pas officiellement en récession - deux trimestres de suite de recul du PIB. Mais sa croissance est au point mort. Ce qui rend très difficile à atteindre l'objectif de croissance de 1,2% que s'est fixé le gouvernement pour ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013. Ce manque de croissance complique l'équation budgétaire du gouvernement, qui est déjà en quête de plus de 30 milliards d'euros pour tenir ses engagements financiers l'an prochain. Le budget rectificatif 2012 adopté par le Parlement fin juillet prévoit 7,2 milliards de hausses d'impôts. Cela devrait permettre de tenir l'objectif sur 2012. Mais le plus gros de l'effort reste à venir. Le gouvernement sait que les hausses d'impts ne suffiront pas et qu'il faudra également couper dans les dépenses publiques. Il a commencé à abattre ses cartes sur les coupes budgétaires qu'il lui faudra réaliser. Contrairement à 1981, les socialistes au pouvoir n'attendent pas deux ans pour prendre le tournant de la rigueur.

En Guadeloupe, les premières indications collectées au premier semestre 2012 indiquent une dégradation accélérée de l'économie guadeloupéenne.

L' ENQUÊTE SUR LES BESOINS EN MAIN D'OEUVRE

Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » menée en mai par Pôle Emploi et le CREDOC auprès de 13 400 établissements en Guadeloupe, une hausse des intentions de recrutement est à envisager. En 2012, les besoins en main-d'œuvre progressent de 25 % (9 000 projets), un résultat qui indique un effet de rattrapage après la baisse observée en 2011. En effet, 20 % des établissements de Guadeloupe prévoient au moins une embauche au cours de l'année, soit une hausse de 16 % par rapport l'an dernier. Les profils les plus recherchés dans la région sont en lien avec la vente, le tourisme et les services (35 %), suivi par les ouvriers (ouvriers dans le BTP, 15 %, et ouvriers dans l'industrie, 6 %) et les profils sociaux et médico-sociaux (15 %).

ENQUÊTE SUR LE COÛT DU CRÉDIT

L' Institut d'émission réalise, depuis 1987, des enquêtes semestrielles destinées à apprécier l'évolution du coût du crédit aux entreprises. Ces enquêtes recensent au cours des mois de janvier et juillet l'ensemble des concours accordés par les banques de la place aux entreprises locales, à

l'exclusion des crédits financés sur des ressources bonifiées. À la Guadeloupe et dans les îles du nord, les résultats de l'enquête sur le coût du crédit réalisée par l'IEDOM en janvier 2012 révèlent une hausse du taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme ainsi que des autres crédits à court terme. Inversement, le coût des opérations d'escompte, des découverts et des crédits à court terme agrégés diminuent sur un an. À 7,50 %, le coût du découvert en Guadeloupe et dans les îles du nord est plus élevé que celui relevé en France hexagonale (5,57 %). Le coût des opérations d'escompte enregistre pour sa part en janvier 2012 une baisse de 0,99 point sur un an. Le coût des autres crédits à court terme affiche quant à lui un rebond de 0,50 point à fin janvier. Les conditions débitrices proposées aux entreprises guadeloupéennes et des îles du nord sont globalement plus onéreuses que celles dont bénéficient les entreprises de l'Hexagone. En janvier 2012, les conditions débitrices à moyen et long termes offertes aux entreprises enregistrent une hausse (+0,59 point sur un an) et s'établissent à 4,77 %.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES INTERNATIONALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

LE CLASSEMENT DES UNIVERSITÉS DANS LE MONDE

Très attendu, très décrié mais aussi très redouté. Comme chaque 15 août (à minuit heure de Shanghai), l'édition 2012 du classement de Shanghai des universités mondiales vient d'être dévoilé par la Shanghai Jiao Tong University, conceptrice de ce désormais célèbre palmarès. Comme de coutume, les universités américaines dominent le haut du classement, raflant 17 des vingt premières places et 53 du Top 100. Un score identique à l'édition précédente. De même, l'ordre du haut du panier reste inchangé par rapport à l'an dernier avec la suprématie confirmée de l'université américaine de Harvard au 1er rang, suivie de celle de Stanford qui conserve la deuxième place ravie l'an dernier à Berkeley. Cette dernière demeure pour sa part au quatrième rang, derrière le Massachusetts Institute of Technology (MIT). Le Royaume-Uni tire aussi son épingle du jeu, qui garde la deuxième place de ce classement avec 9 établissements (contre 10 l'an dernier) dans le Top 100, et deux dans le Top 10 avec

Cambridge (5ème) et Oxford (10ème). L'Australie, qui comme Israël a réalisé une percée dans le Top 100, y occupe désormais la troisième place avec 5 établissements. Quatre pays sont ensuite ex-aequo avec quatre établissements classés dans le Top 100 : l'Allemagne, le Japon, le Canada et la Suisse. L'Allemagne, qui comptait 6 universités dans le Top 100 l'an dernier voit cette année trois d'entre elles passer dans le Top 200 (de la 101ème à la 200ème place, avec les universités de Bonn, Francfort et Goettingen). En revanche, l'université de Fribourg se hisse dans le Top 100 et l'Allemagne décroche la quatrième place du Top 500 de ce classement, juste derrière le Royaume-Uni, avec 37 établissements classés (quand les Etats-Unis en ont 150). Changement notable, la Chine, si elle ne voit aucune de ses universités entrer dans le Top 100, ravit néanmoins au Royaume-Uni la deuxième place mondiale du classement avec 42 universités dans les 500 premières. La France, pour sa part, piétine toujours au huitième rang mondial du Top 100 avec trois universités et accuse un léger recul sur le Top 500 avec 20 établissements classés contre 21 l'an dernier. Ce qui la place au septième rang mondial sur l'ensemble du classement, ex-aequo avec l'Italie. Au 37ème rang mondial, soit en progression de trois places, l'Université Paris-Sud (Paris 11-Orsay) du plateau de Saclay non seulement conserve le leadership français gagné l'an dernier sur l'UPMC (Paris 6), mais creuse aussi quelque peu l'écart puisque l'UPMC a désormais la 42ème place (contre 41 en 2011). L'an dernier, l'Université Paris Sud avait notamment bénéficié pour gagner quelques marches dans le classement de la médaille Fields attribuée en 2010 au mathématicien Ngo Bao Chau, qui avait obtenu sa thèse à Orsay. Parmi les six critères du classement, figure en effet l'obtention d'un Prix Nobel ou d'une médaille Fields par les professeurs ou par les anciens élèves. Toujours troisième française du Top 100 mondial, l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm (ENS) recule de quatre places (73ème), après sa progression de deux rangs l'an dernier. Reste que ce palmarès, si influent qu'il soit, est à manier avec délicatesse. Le choix de ses six critères, qui privilégient la recherche, notamment en sciences exactes, au détriment de la formation, de la prise en compte de la réussite des étudiants, des sciences humaines et sociales, est critiqué depuis sa création en 2003.

AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES

221ème ANNIVERSAIRE DE LA CÉRÉMONIE DE BOIS CAÏMAN

La cérémonie du Bois-Caïman est une réunion d'esclaves marrons la nuit du 14 août 1791, considérée en Haïti comme l'acte fondateur de la révolution et de la guerre d'indépendance. C'est le premier grand soulèvement collectif de Haïti contre l'esclavage ; L'UNESCO a choisi le 23

août en référence au soulèvement qui a suivi cet évènement comme « Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition ». Bois-Caïman est un lieu reculé de l'habitation Lenormand de Mézy sur l'île Saint-Domingue, l'actuel Haïti. Dutty Boukman y organisa une cérémonie vaudou pour un grand nombre d'esclaves, la nuit du 14 août 1791. Un cochon noir créole fut sacrifié et les assistants burent son sang afin de devenir invulnérables. Le vaudou fut ainsi un véritable catalyseur dans la révolte des esclaves de Saint Domingue, la brèche qui permit aux différentes tribus africaines de trouver une cohésion dans leur quête de liberté. Boukman ordonna alors le soulèvement général. Ce soulèvement eut lieu la nuit du 21 au 22 août où les esclaves de cinq habitations brûlèrent celles-ci et massacrèrent les Blancs, y compris femmes et enfants. Pendant une dizaine de jours, la plaine du Nord fut en flammes. On décompta près de 1 000 Blancs assassinés, 161 sucreries et 1 200 caféières brûlées. Boukman poussa jusqu'à s'avancer devant le Cap-Français. Ce n'est qu'alors que les autorités ripostèrent. Boukman périt au combat, à la tête de ses troupes. Comme il passait pour invulnérable auprès des esclaves, on exposa sa tête au Cap. Malgré la riposte, la révolte ne fut pas vaincue. D'autres chefs succédèrent à Boukman : ses lieutenants Jean-François et Biassou, ainsi que Toussaint qui ne s'appelait pas encore Louverture.

LES RÉACTIONS

Nous avons reçu de la **CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE LE COMMUNIQUÉ** qui suit : La Convention se souvient des femmes et des hommes qui ont pris le 14 août 1791 la décision d'engager le combat pour l'abolition de l'esclavage des africains et leur définitive et durable liberté . Elle demande aux guadeloupéennes et aux guadeloupéens de se souvenir d'eux et de les honorer. Ils restent des exemples à suivre dans un pays en perdition et dans un monde où l'Afrique , les africains et les afro-descendants sont toujours dénigrés et dominés .

HAÏTI ; ADOPTION PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA LOI DES FINANCES 2012 /2013

Les députés ont ratifié à l'unanimité le rapport de la commission permanente de l'économie, des Finances, du Commerce et du Budget de la Chambre basse relatif à la loi de finances 2012-2013 le vendredi 10 août 2012. Les policiers et les enseignants du premier et deuxième cycle sont les grands bénéficiaires des ajustements apportés au budget par les députés. Sur recommandation de la commission, l'Assemblée a voté une augmentation de 20% du salaire des enseignants du premier et deuxième cycle du fondamental, tandis que les policiers ont droit à une augmentation de 15 % de leurs émoluments. Une décision qui contredit la

position de la titulaire du ministère de l'économie et des Finances. La ministre Marie Camille Jean-Marie avait déclaré, dans les discussions avec les parlementaires, que le gouvernement Martelly/Lamothe n'est pas en mesure de revoir à la hausse le salaire des employés de la fonction publique. « Dans le but de combattre une injustice qui date de plusieurs années, une décision a été prise afin d'ajuster le salaire des enseignants des premier et deuxième cycles de 20% et celui des policiers de 15% », lit-on dans le rapport soumis à l'appréciation de l'Assemblée. Un montant d'un million de gourdes, souligne le document, est réaménagé à partir des postes du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale et de la Formation professionnelle en attendant la mise en application du Fonds national de l'éducation(FNE). En ce qui a trait aux policiers, un montant de 500 millions de gourdes est réalloué à la direction générale de la Police nationale d'Haïti pour l'ajustement de salaire des policiers allant de l'agent I à l'Inspecteur divisionnaire. D'autres changements ont été effectués dans le document soumis au Parlement le 29 juin dernier par le gouvernement. Plus de 2 milliards de gourdes ont été affectées à d'autres postes. Après analyse, la commission a mentionné plusieurs faiblesses de la loi de finances 2012-2013. « La grande faiblesse de ce budget est qu'il ne présente pas d'objectifs précis, des résultats concrets visés. Les objectifs des différents ministères ne sont pas chiffrés et sont définis en termes généraux et vagues », a déploré la commission tout en dénonçant le fait que les collectivités territoriales sont négligées dans le nouveau budget. 21% du budget total est consacré à la République de Port-au-Prince.» De l'avis de la commission, la ventilation du projet de budget ne reflète pas les priorités du gouvernement. Les 5 axes (état de droit, éducation, Emploi, Environnement, énergie) prônés par l'administration Martelly ne sont pas pris en compte dans le document. Le budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale est passé de 16% du budget de l'exercice fiscale 2011-2012 à 14% pour ce nouveau. L'enveloppe du ministère de l'Environnement est passée de 1,66% à 0,68%. Le budget 2012-2013 est évalué à 131,5 milliards de gourdes. Il est financé à 49,93% par des ressources internes et par des ressources externes à 50,07%.

RUSSIE

COMMÉMORATION DU CENTENAIRE DE L' AVIATION MILITAIRE

A l'occasion de la célébration du centenaire de son aviation militaire, le président russe a promis l'achat de 600 nouveaux avions et de 1.000 nouveaux hélicoptères d'ici 2020. Près de 100 milliards d'euros vont être dépensés dans la modernisation de L'heure n'est pas au réchauffement entre la Russie et l'OTAN. Par conséquent, Vladimir Poutine poursuit sa volonté de convertir ses pétrodollars en nouveaux avions de combat.

Dimanche, le président russe annonçait devant les hauts gradés que le renforcement des capacités de l'armée de l'air était une « priorité clé du gouvernement » et que ce corps aura une part croissante dans les forces armées. Il a aussi réitéré son intention de dépenser quelques 100 milliards d'euros dans le programme de modernisation de l'armée de l'air, soit un cinquième du total des dépenses consacrées à la défense. Le président russe a cité deux priorités pour les dépenses : les drones (avions sans pilote) et les bombardiers à long rayon d'action (ou stratégiques). En juin dernier, le dirigeant russe avait déjà expliqué que les drones étaient « le domaine le plus important du développement de l'aviation. Nous avons besoin de tous les types de drones : en particulier d'attaque et d'exploration ». Un chiffre avait été avancé : près de 10 milliards d'euros d'ici 2020. La Russie poursuit des négociations avec Israël, très en pointe sur ce segment, pour, comme l'expliquait alors le vice-premier ministre Dmitri Rogozine, « une coopération en matière de technologies afin de créer un appareil qui puisse être utilisé aussi bien chez nous que chez eux, et même pour une commercialisation dans des pays tiers ». Le président veut aussi qu'un nouveau bombardier stratégique soit développé. « Il est impossible de prolonger indéfiniment l'exploitation des appareils actuels », a déclaré Vladimir Poutine, tout en ajoutant qu'il fallait « tout de même moderniser les [bombardiers] Tu-160 et Tu-95 porteurs de missiles stratégiques ». Le chef d'Etat a souligné que la modernisation des aérodromes et les autres infrastructures militaires étaient en cours. De nouvelles bases aériennes sont créées. Vladimir Poutine a fixé comme objectif que le taux de technologies aéronautiques actuelles dans l'équipement de l'armée de l'air atteigne 70%. Le budget accordé par le gouvernement à l'achat de nouveaux avions a fondu au point que l'armée n'a pu acquérir qu'une poignée d'appareils durant les années 90. Les achats ont lentement repris durant la fin des années 2000, tandis que les constructeurs russes d'avions MiG et Sukhoi étaient réduits à jouer des coudes sur les marchés internationaux pour survivre. Le général en chef de l'armée de l'air Viktor Bondarev a indiqué sur les ondes de la radio « Echo de Moscou » que 180 nouveaux appareils iront rejoindre ses aérodromes militaires dès cette année. Un record absolu dans l'histoire de la Russie.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Les places financières asiatiques s'affichent dans le vert aujourd'hui. Vers 7 heures (heure française), le Nikkei de Tokyo gagne 0,35% à 8915,79 points, tandis que le Hang Seng de Hong Kong avance de 0,24% à 20.130,15 points et le Kospi de Séoul 0,68% à 1945,55 points. L'indice composite de Shanghai recule toutefois de 0,36%.

ÉTATS UNIS

La Bourse de New York évoluait en légère hausse mardi en mi-séance, plus optimiste pour la croissance économique mondiale après des statistiques encourageantes en Europe et de bonnes ventes de détail aux Etats-Unis: le Dow Jones prenait 0,37% et le Nasdaq 0,35%. Vers 16H00 GMT, l'indice Dow Jones Industrial Average avançait de 48,11 points à 13.217,54 points et le Nasdaq , à dominante technologique, de 10,50 points, à 3.033,02 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 progressait de 0,37% (+5,15 points) à 1.409,26 points. Des ventes au détail largement supérieures aux attentes des analystes en juillet, aux Etats-Unis, ont donné dès l'ouverture un ton plus optimiste à un marché faible en volume et peu volatil.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en hausse mardi, des indicateurs mitigés sur la croissance en Europe ayant continué d'alimenter les espoirs d'une nouvelle intervention des banques centrales, sans parvenir à inquiéter outre mesure les investisseurs. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,70% (+ 23,86 points) à 3.450,27 points dans un volume d'affaires étiqué représentant seulement 51,4% de la moyenne des échanges quotidiens des trois derniers mois. Le Footsie britannique a pris 0,56% et le Dax allemand 0,94%, tandis que l'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a avancé de 0,66%. L'économie de la zone euro s'est contractée de 0,2% au cours de la période d'avril à juin, conformément aux attentes, tandis que l'indice allemand Zew du sentiment économique des investisseurs et analystes a reculé bien plus que prévu pour le quatrième mois d'affilée en août.

CHANGE

L'euro perdait un peu de terrain face au dollar mardi, après avoir amorcé un léger rebond grâce à des chiffres rassurants sur les économies française et allemande, dans un marché sans grand volume digérant des indicateurs américains meilleurs qu'attendu. Vers 16H00 GMT , l'euro valait 1,2334 dollar, contre 1,2333 dollar lundi vers 21H00 GMT. L'euro gagnait du terrain face à la monnaie nippone, à 97,24 yens contre 96,63 yens lundi soir. Le dollar aussi progressait face à la devise japonaise, à 78,84 yens contre 78,32 yens la veille. Le billet vert est même monté mardi vers 13H05 GMT à

78,93 yens, son niveau le plus élevé depuis un mois. Vers 16H00 GMT, la livre britannique restait presque stable face à l'euro, à 78,59 pence pour un euro, et progressait face au billet vert, à 1,5695 dollar. La devise helvétique se stabilisait face à l'euro, à 1,2011 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9740 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a terminé à 1.597,75 dollars au fixing du soir contre 1.622,50 dollars lundi. La devise chinoise a fini à 6,3589 yuans pour un dollar contre 6,3627 yuans la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole restaient en petite hausse mardi en cours d'échanges européens, toujours aidés par l'imminence d'une réduction saisonnière de l'offre en mer du Nord et les tensions persistantes au Moyen-Orient. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, échangé sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, pour livraison en septembre, valait 113,61 dollars, en hausse de 1 cent par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 59 cents, à 93,32 dollars. Le prix du baril de Brent est monté lundi à 115,11 dollars, son niveau le plus élevé depuis début mai, et restait porté mardi par "une baisse de 17% de la production en mer du Nord attendue en septembre et l'escalade des tensions au Proche et Moyen Orient", commentaient les analystes de Commerzbank. De nombreuses plateformes en mer du Nord connaîtront cet été des périodes d'interruptions d'activité pour maintenance annuelle entraînant ainsi une perte de production. Par ailleurs, les tensions au Moyen-Orient alimentaient des inquiétudes sur l'offre de brut de la région.

PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA



MANAGEMENT ET DROIT

TECHNIQUES DE CRÉATION D' ENTREPRISES

La création d'entreprise est l'activité qui consiste à rassembler divers facteurs de production, produisant pour la vente de biens ou services et distribuant des revenus en contrepartie de l'utilisation des facteurs.

Étapes de la création d'entreprise

Créer une entreprise nécessite de faire aboutir différentes étapes :

Trouver une idée à partir de vos atouts, vos intérêts, vos goûts et motivations ainsi que les grandes tendances. Il n'est pas forcément obligatoire de trouver une idée innovante pour réussir un projet de

création d'entreprise : Une grande majorité des créations d'entreprises qui réussissent ne sont "que" la copie de business existants.

Réaliser une étude de marché.

Réaliser un plan d'affaires (ou business plan) : soit le point complet sur la stratégie suivie, assorti d'une prévision technique et financière, fort utile notamment pour trouver des financements 1.

Choisir un statut juridique adapté.

Réaliser les formalités nécessaires auprès de l'administration.

Apprendre à vendre, à faire de la qualité, à gérer. Le Plan d'affaires (ou Business plan) est une étape fondamentale de la création d'entreprise. Il permet de déterminer la viabilité du projet en structurant ses idées et visualiser le fonctionnement futur de son entreprise, en évaluant ses charges, sa production, son développement. Si le potentiel du projet y apparaît explicitement, il sera un outil de crédibilité lors de la recherche de financements et de partenariats. Il est fortement recommandé de consulter des professionnels de la création d'entreprise (cabinet de formation et de conseil en création d'entreprise, chambres de commerce, chambre des métiers, associations d'aide à la création d'entreprise...).

La recherche de fonds

Il existe plusieurs moyens pour trouver des fonds :

Le Love Money qui consiste à demander de l'argent à ses proches (familles, amis, collègues de travail), L'association loi 1901 "Love money pour l'emploi" dont l'objet est de rapprocher même au-delà des proches et en complément: les voisins, les épargnants locaux, régionaux, voir nationaux qui sont sensibilisés par le projet d'entreprise ou qui connaissent le projet par relations. L'association Love money s'oriente depuis 2011 plus particulièrement pour financer la post-crétion (deux ou trois ans après la création de l'entreprise) Les Montants sont collectés, entreprise par entreprise. Les épargnants souscrivent à une augmentation de capital de l'entreprise qu'ils ont choisi et reçoivent en contrepartie de leur versement, sous forme d'actions, une part de propriété de l'entreprise. Chaque opération de collecte de fonds rassemble de 30 à 100 personnes par entreprise et le montant recueilli représente alors entre 100K€ à 400K€ par entreprise et par opération. Ces capitaux peuvent dans certains cas être collectés en plusieurs fois, voir sur un ou deux ans. Les épargnants, personnes physiques, peuvent déduire de leurs impôts un pourcentage non négligeable des sommes versées en souscription au capital de ces

entreprises : Ils peuvent déduire 18 % sur l'IR (Impôt sur le Revenu) et 50 % sur l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune).

Les prêts d'honneur, proposés par certaines collectivités locales ou des associations de prêts d'honneur comme Réseau Entreprendre,

L'emprunt classique auprès d'un établissement de crédit (le montant qui peut être emprunté est fonction des garanties apportées et du business plan réaliste démontré),

Les Business angels. Ils interviennent en général dans une phase très amont dans le développement de l'entreprise,

Les fonds de Capital risque.

Cela concerne les titres de capitaux émis par les sociétés par actions, les titres de créance et les parts d'organisme de placement, mais cela fait, notamment, plus moderne : on ne vient pas demander de l'argent à l'épargnant mais on lui offre plutôt la possibilité de le confier aux 'opérateurs' avisés.





TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire (**1120 net**).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

POPULATION

POPULATION 2010: 407 205 habitants

OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand (3,1)

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

PRIX

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL :NC

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;

FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

Suivez Nous sur }
facebook



Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire